

SM/76/42
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

GUINEE

Rapport des services du Fonds pour les consultations 1975
au titre de l'article XIV

Préparé par les représentants des services du Fonds
pour les consultations 1975 avec la Guinée

(Revu par le Comité des consultations au titre de l'article XIV)

Approuvé par MM. Mamoudou Touré et Timothy Sweeney

26 février 1976

I. Introduction

Les entretiens avec la Guinée dans le cadre des consultations 1975 au titre de l'article XIV ont eu lieu à Conakry du 31 octobre au 12 novembre 1975. La Guinée était représentée par MM. N'Faly Sangaré, Ministre des Banques et Gouverneur de la Banque centrale, Fode Mamadou Touré, Ministre des Finances, Alpha Bacar Barry, Ministre de l'Agriculture, Mohammed Lamine-Touré, Ministre des Mines, de la Géologie et des Travaux publics, Alioune Dramé, Ministre du Plan et El Hadj Abdoulaye Touré, Ministre du Commerce extérieur. Les représentants des services du Fonds étaient M. Keyes (Chef de mission) (Département Afrique), M^{me} Tyler (Département des relations de change et de commerce), M. Buu Hoan (Département des relations de change et de commerce), M^{lle} Meldau (Département Afrique), et M^{lle} Korkegi (Institut-secrétaire).

II. Rappel de la situation au moment des entretiens

La Guinée est riche en ressources naturelles. Ses réserves de bauxite, pour la plupart de forte teneur, sont estimées à 4 milliards de tonnes, soit les plus importantes dans le monde. Elle possède également deux gisements de minerai de fer à forte teneur, estimés chacun à 1 milliard de tonnes. En outre, le secteur agricole offre d'excellentes possibilités de développement et de diversification en raison de la variété des conditions climatiques régnant sur l'ensemble du pays. Toutefois, la production n'a pour ainsi dire pas progressé pendant toutes les années 60 et le début des années 70 et, au cours de cette période, les résultats obtenus en matière d'exportations ont été particulièrement décevants, leur valeur

demeurant pratiquement inchangée, soit environ 55 millions de DTS par an jusqu'au début des années 70, pour tomber ensuite à 44 millions de DTS en 1972/73¹.

La stagnation de la production s'est accompagnée d'une rapide progression de la demande effective, laquelle a été stimulée principalement par l'importance des déficits budgétaires. La plus grande partie du déficit du secteur public a été financée à l'aide d'emprunts extérieurs. Etant donné les maigres résultats enregistrés par les exportations, une très faible partie de cette dette (évaluée à 12,1 milliards de syllis guinéens, soit 492 millions de DTS, à la fin de septembre 1973) a été remboursée. Le crédit bancaire intérieur a également progressé rapidement et son montant qui était inférieur à 1 milliard de syllis guinéens² en 1960 est passé à 9,5 milliards de syllis guinéens en septembre 1973. En raison de l'accroissement de la demande qui en est résulté et du fait que l'on se trouve en présence d'une économie centralisée où les ajustements de prix n'interviennent que rarement et sont peu importants, on a vu apparaître de graves distorsions. La production en a souffert du fait qu'un grand nombre d'agriculteurs sont revenus à un type d'agriculture destinée principalement à l'auto-consommation. Les biens de consommation ont commencé à manquer, provoquant l'apparition d'un marché parallèle où les prix atteignaient plusieurs fois leur niveau officiel. En outre, et malgré l'application d'un vaste ensemble de mesures de contrôle sur le commerce et les paiements, les exportations illicites de produits agricoles se sont généralisées dans le pays. Une partie de la vente de ces produits a servi à introduire en contrebande des biens de consommation destinés au marché parallèle, tandis que le reste allait alimenter le marché parallèle des changes, où la valeur du syli n'atteignait guère que le dixième du taux officiel, ou était retenu à l'étranger. La faiblesse des réserves de change a également freiné le développement de l'économie du fait qu'il a été impossible au pays de se procurer des matières premières et des pièces de rechange en quantité suffisante, ce qui a eu des conséquences défavorables sur l'utilisation des capacités de production existantes ainsi que sur la production agricole en raison du manque d'engrais et d'insecticides.

III. Compte rendu des entretiens

Au début de 1974, lorsque eurent lieu les dernières consultations, certains signes semblaient annoncer une atténuation prochaine des graves difficultés ayant affecté l'économie les années passées. En particulier, l'exploitation d'une des mines de bauxite (celle de Boké) venait de débiter et une deuxième devait entrer en service au cours de l'année, ce qui permettait de penser que la stagnation prolongée des recettes d'exportation allait prendre fin. Toutefois, il ne semblait pas que ces faits puissent contribuer pour beaucoup, dans l'immédiat, à rétablir un meilleur équilibre

¹Les années auxquelles il est fait allusion vont d'octobre à septembre.

²L'unité monétaire de la Guinée, le syli, est rattachée au DTS au taux de 1 DTS pour 24,6853 SG.

dans l'économie, sauf si les prix de la bauxite venaient à augmenter sensiblement. La raison en était que, avec les prix en vigueur, la Guinée ne pourrait bénéficier que très peu de l'accroissement prévu de ses recettes en devises puisque celles-ci serviraient essentiellement à l'amortissement de ces nouveaux projets et aux autres dépenses liées à ces projets, tandis que le service de ses autres dettes exigerait d'importants prélèvements sur ses recettes d'exportation autres que celles provenant de la bauxite. Par ailleurs, les pouvoirs publics s'efforçaient également de freiner les pressions de la demande par l'élimination des déficits du budget de fonctionnement et par l'application de politiques restrictives en matière de crédit, notamment à l'égard des entreprises d'Etat. Toutefois, pour arriver à réduire les écarts entre les prix officiels et ceux pratiqués sur le marché parallèle, les pouvoirs publics n'avaient eu recours que très peu à des ajustements du mécanisme des prix.

1. Faits récents et politiques appliquées ces derniers temps

L'évolution de la situation au cours de ces deux années est remarquable tant du point de vue de la croissance de la production et des exportations que des politiques appliquées dans le domaine économique. Toutefois, il existe encore de graves distorsions dans l'économie et la situation financière demeure tendue. D'après les estimations provisoires des services du Fonds, il semble que le PIB exprimé aux prix courants du marché se soit accru d'environ 20 pour 100 en 1974/75 alors qu'il avait augmenté d'environ 10 pour 100 l'année précédente et que son taux annuel de croissance n'avait probablement pas dépassé 3 pour 100 entre 1960 et 1973. Ce résultat est presque entièrement imputable au secteur minier où la production a progressé un peu près comme prévu, son volume total passant de 3,7 millions de tonnes en 1973/74 à 6,6 millions de tonnes en 1974/75. Dans le cas de la mine de Boké, la valeur unitaire de production réalisée a augmenté de 84 pour 100. Le quart environ de cet accroissement a résulté des clauses contenues dans la convention minière au sujet de la détermination des prix et le reste, de la perception à partir du 1^{er} octobre 1974, d'une taxe spéciale à l'exportation. Cette taxe est calculée sur la base du cours à New York du lingot d'aluminium pur et de la qualité du minerai. Compte tenu de cette évaluation, la valeur enregistrée des exportations de bauxite s'est accrue de 141 pour 100 en 1974/75 pour atteindre 1.670 millions de SG (68 millions de DTS). Les cours de l'alumine sont également remontés ces deux dernières années et, entre 1972/73 et 1974/75, les valeurs unitaires de l'alumine exportée ont augmenté de 59 pour 100. Seule une faible part de cette augmentation représente la perception de la taxe à l'exportation, qui a été fixée à un taux bien plus bas pour ce produit que pour la bauxite de façon à encourager le traitement du minerai sur place. Ainsi, malgré le recul continu des exportations agricoles, que les représentants de la Guinée ont attribué aux mauvaises conditions dans lesquelles se faisaient les cultures et aux difficultés de transport, la valeur enregistrée des exportations a progressé de 88 pour 100 en 1973/74, puis à nouveau de 44 pour 100 pour atteindre 3.326 millions de SG en 1974/75, alors que pendant cette même période, la part relative des exportations agricoles se trouvait ramenée de 28 pour 100 à 6 pour 100.

Ces données sous-estiment toutefois les progrès enregistrés en matière de recettes d'exportation car elles ne comprennent pas le produit de la vente de 1,74 million de tonnes de bauxite à l'URSS en provenance d'une mine qui a commencé à exporter sa production au début de 1974/75. Cette mine est la propriété de l'Etat guinéen, et le coût de sa construction a été financé par l'URSS. Un accord n'est pas encore intervenu sur le prix de vente de la bauxite, mais les représentants de la Guinée ont indiqué que cette question allait être rapidement résolue. Ainsi qu'on le verra ci-après, au moins 50 pour 100 du montant des ventes doit servir à amortir les dettes contractées envers l'URSS. En outre, les exportations de bauxite en provenance de cette mine font également l'objet de la taxe spéciale à l'exportation.

Les quantités considérablement accrues de devises non grevées provenant de la taxe spéciale à l'exportation perçue sur la bauxite et l'alumine ont donné aux pouvoirs publics une plus grande liberté de manoeuvre pour atteindre les buts qu'ils se sont fixés sur le plan économique. A cet égard, les représentants de la Guinée ont déclaré que l'un des principaux objectifs recherchés était d'arriver à supprimer les écarts qui existaient entre les prix officiels et ceux pratiqués sur le marché parallèle. Ils ont indiqué que les principaux moyens utilisés dans ce but étaient le renforcement de la surveillance du commerce frontalier clandestin, la suppression du commerce privé, et une importante restructuration du commerce par l'extension des circuits officiels en s'appuyant sur les pouvoirs révolutionnaires locaux (PRL) auxquels a été confiée l'exclusivité des activités de distribution et de ramassage des produits au niveau du commerce de détail. Les pouvoirs publics ont reconnu qu'il convenait de fournir à la population un meilleur approvisionnement en produits de première nécessité par l'intermédiaire des circuits officiels et, à cette fin, l'accroissement des recettes en devises leur a permis d'allouer de façon plus libérale les licences d'importation concernant des biens de consommation. De ce fait, les importations effectuées dans le cadre du programme général d'importations qui représentent principalement des biens de consommation, ont progressé à un taux estimé à 112 pour 100 entre 1972/73 et 1974/75. On ne possède pas de renseignements détaillés sur l'évolution des prix à l'importation; toutefois, les représentants de la Guinée ont indiqué que ces prix avaient baissé en 1974/75 dans le cas des céréales et du sucre. En outre, aucune hausse sensible n'a été enregistrée dans le prix des importations en provenance des pays du COMECON ou de la République Populaire de Chine, pays d'où proviennent près de la moitié des importations guinéennes.

Par ailleurs, les pouvoirs publics demeurent convaincus que les perspectives d'une solution plus durable dépendront de la mesure dans laquelle ils réussiront à faire progresser les secteurs productifs de l'économie, et en particulier le secteur agricole. Pour cette raison, en plus d'accorder une importance croissante aux approvisionnements en biens de consommation, les pouvoirs publics se sont efforcés de restructurer la production agricole. La productivité agricole de la Guinée, qui est l'une des plus faibles de l'Afrique de l'Ouest, est principalement imputable aux méthodes traditionnelles de production de l'agriculteur utilisant un

matériel vétuste. Pour procéder à cette restructuration de la société rurale, les pouvoirs publics ont créé plus de 2.000 brigades de production, dans des fermes collectives où elles sont chargées d'entreprendre certaines cultures industrielles ou d'accroître la production vivrière. Le tiers environ de ces brigades disposent de tracteurs et le reste de charrues tirées par des boeufs. Chaque brigade mécanisée comprend 18 personnes - agronomes, mécaniciens et ouvriers agricoles - qui sont tous payés par l'Etat. En échange, ces brigades sont tenues d'atteindre des volumes donnés de production dont 90 pour 100 doivent être cédés à l'Etat. On espère en particulier, grâce à cet effort, accroître suffisamment la production rizicole pour arriver à supprimer les importations de riz. La mise en place de cette structure, qui accorde une importance de premier plan aux méthodes de culture mécanisées, a obligé le pays à importer d'importantes quantités de tracteurs et de dessoucheuses. Des efforts parallèles ont été entrepris pour améliorer le réseau de distribution en augmentant le nombre de camions servant à transporter les marchandises et en procédant à la réfection du réseau routier. Grâce à ces efforts, les pouvoirs publics espèrent accroître sensiblement l'approvisionnement du pays en produits alimentaires. Les pouvoirs publics s'efforcent également d'accroître la productivité des agriculteurs qui continuent d'appliquer des méthodes traditionnelles de culture en les dotant d'un matériel mieux conçu.

L'accroissement des recettes de change exerce également des effets bénéfiques sur le secteur manufacturier; l'utilisation de la capacité de production des entreprises s'est accrue ces derniers temps, cela en raison principalement des quantités plus importantes de matières premières et de pièces de rechange qui ont pu être importées, mais également grâce à un effort déterminé de la part des pouvoirs publics pour arriver à redresser la situation financière de ces entreprises; la main-d'oeuvre inutile a été congédiée, les prix de vente ont été rajustés de façon à ce qu'ils tiennent compte plus étroitement des prix de revient, et les usines qui n'offraient guère d'espoir de devenir un jour rentables ont été fermées.

Les représentants de la Guinée ont indiqué que ces réajustements de prix ne s'étaient pas limités aux entreprises manufacturières et que les pouvoirs publics avaient également relevé les prix de vente d'une gamme étendue de biens de consommation importés en percevant une surtaxe de 30 pour 100 sur le prix de vente intérieur. Ils ont souligné que l'accroissement des quantités de produits importés se conjuguant au réajustement des prix semblait avoir éliminé l'écart qui existait auparavant entre les prix officiels et ceux du marché parallèle, notamment pour des produits tels que les textiles et le ciment. Ils ont toutefois ajouté que les prix des produits agricoles n'avaient pas été rajustés car l'on estimait que leurs termes de l'échange avec les biens de consommation importés étaient favorables pour l'agriculteur lorsque ces biens existaient en quantité suffisante et étaient vendus aux prix officiels. Ils ont fait remarquer en outre que les prix d'achat à la production étaient compétitifs, au taux officiel de change, avec ceux en vigueur dans les pays limitrophes. Tout en reconnaissant que l'application d'une politique adéquate en matière de fixation des prix est importante en tant que stimulant de la production,

les représentants de la Guinée ont déclaré que, dans les circonstances actuelles, ils estimaient que la restructuration susmentionnée était le meilleur moyen de stimuler la production agricole. Ils ont souligné que, dans leur système économique, la répartition des ressources était obtenue principalement par l'intermédiaire de contrôles matériels et par le rationnement des biens de consommation, qu'ils soient de provenance locale ou importés, plutôt que par l'intermédiaire du mécanisme des prix. Toutefois, cela ne veut pas dire qu'ils écartent tout à fait la possibilité d'utiliser cet instrument de la politique économique, notamment si les forces du marché devenaient telles qu'il ne soit plus possible de se servir du rationnement comme moyen de répartition des ressources.

Les représentants de la Guinée ont ensuite déclaré qu'en ce qui concernait leur politique de fixation du taux de change, celle-ci s'inspirait fondamentalement de la même philosophie, puisque l'utilisation des devises faisait l'objet d'un système de rationnement s'inspirant d'objectifs sociaux et économiques précis. Ils ont toutefois admis l'existence d'un important écart entre le taux officiel du taux de change et celui appliqué sur le marché parallèle. Toutefois, d'après eux, cet écart n'était pas une raison suffisante pour rapprocher le taux officiel de celui du marché parallèle. A cet égard, ils ont fait remarquer que les dimensions de ce marché parallèle étaient assez réduites puisqu'il était approvisionné principalement à l'aide des recettes provenant des produits exportés clandestinement, et que cette source d'approvisionnement s'amenuisait rapidement par rapport à l'ensemble des recettes d'exportation.

Les représentants de la Guinée ont fait remarquer qu'en dépit des entrées plus importantes de devises de ces deux dernières années, cette amélioration ne leur avait pas fait perdre de vue la nécessité d'avoir recours également à des politiques de régulation de la demande pour arriver à maîtriser les pressions s'exerçant sur les prix. Pour atteindre ce but, la politique du crédit ne leur semblait pas un moyen essentiel de contrôle. Le crédit intérieur se limitait pratiquement au secteur public, et la quantité de crédits offerte était calculée de telle façon que la productivité de ce secteur ne risque pas d'être ralentie par le manque de crédits. En principe, les banques spécialisées pouvaient avoir recours en quantité illimitée à la Banque centrale, mais il n'en était pas ainsi dans la pratique, puisque les autorités monétaires jouaient un rôle clé dans la détermination des besoins globaux de crédit de l'économie. Ils ont rappelé que ces dernières années, de très gros efforts avaient été entrepris pour diminuer le recours au crédit bancaire grâce à une meilleure gestion financière et, de ce fait, le crédit aux entreprises d'Etat avait diminué de 3 pour 100 au cours de la période de 12 mois terminée en mars 1975, après avoir augmenté de 14 pour 100 au cours des 12 mois précédents. Au cours de cette même période de deux ans, le crédit à l'Etat a diminué de 7 pour 100 en 1973/74, puis de 19 pour 100 en 1974/75, de sorte que le crédit intérieur total s'est retrouvé en mars 1975 à peu près au même niveau que celui enregistré deux années auparavant. Compte tenu de cette évolution et uniquement en raison de la très forte augmentation des avoirs extérieurs nets du système bancaire, la masse monétaire s'est accrue à un taux annuel moyen de 7 pour 100 au cours de cette même période de deux ans.

Les représentants de la Guinée ont indiqué qu'ils considéraient très important de modérer le taux d'expansion monétaire et notamment celui de la monnaie en circulation. D'après eux, le marché parallèle était actuellement alimenté par des quantités excessives de monnaie et, outre l'effet sur celle-ci de l'évolution du crédit, les autorités avaient pris deux mesures importantes destinées à réduire cet approvisionnement. En premier lieu, les banques ont été tenues de réduire considérablement les montants en espèces que les particuliers et les entreprises pouvaient retirer. Deuxièmement, les pouvoirs publics avaient profité de l'accroissement de leurs recettes en devises en 1975 pour réduire le volume des liquidités. Cette opération avait été entreprise en deux temps. La première étape avait consisté à relever de 30 pour 100 le prix de vente de certains produits importés, et à accroître les quantités mises en vente sur le marché officiel. La seconde étape avait consisté à placer la totalité du produit de ces ventes dans un compte bloqué à la Banque centrale. Toutefois, l'efficacité de ces mesures ne pouvait pas encore être déterminée avec exactitude du fait qu'elles étaient entrées en vigueur après la publication des bilans bancaires les plus récents, c'est-à-dire en mars 1975.

Ces dernières années, l'un des principaux objectifs de la politique budgétaire en Guinée a été de supprimer les déficits du budget de fonctionnement et d'éviter d'avoir recours au crédit bancaire intérieur pour financer les dépenses publiques d'équipement. De 1972/73 à 1974/75, les dépenses de fonctionnement ont progressé à un taux annuel estimé à 14 pour 100. Les représentants de la Guinée ont déclaré que cette progression était due presque entièrement à l'accroissement des dépenses de personnel et qu'elle résultait de l'engagement pris par les pouvoirs publics de procurer un emploi à tous les diplômés sortant de l'enseignement secondaire et supérieur. Ils ont indiqué que les dépenses au titre de ce chapitre représentaient maintenant près des trois quarts des dépenses de fonctionnement mais que, malgré cela, le budget de fonctionnement avait été à peu près équilibré en 1973/74 et avait même dégagé un excédent sensible, correspondant à 15 pour 100 des recettes ordinaires, en 1974/75. L'accroissement des recettes enregistré en 1973/74 s'explique principalement par l'institution d'un système de prélèvements mensuels à la source de l'impôt sur les B.I.C. et sur les revenus des professions non commerciales. En 1974/75, les impôts sur le commerce extérieur ont été le principal facteur d'accroissement des recettes, notamment en raison de l'institution d'une taxe spéciale sur les exportations de bauxite et d'alumine. Les représentants de la Guinée ont indiqué qu'ils s'attendaient à une nouvelle progression importante des recettes ordinaires en 1975/76 - pouvant être de l'ordre de 30 pour 100 - qui serait due à nouveau à l'accroissement des recettes fiscales en provenance du commerce extérieur. Le budget prévoit un accroissement de 13 pour 100 des dépenses de fonctionnement, cela en raison du volume plus important des crédits votés pour les dépenses de matériel et d'équipement. Il était probable, par conséquent, que l'excédent du budget de fonctionnement allait doubler par rapport à celui enregistré en 1974/75, atteignant ainsi l'équivalent d'un quart des recettes ordinaires.

L'excédent dégagé par le budget de fonctionnement en 1974/75 a servi non pas à financer les dépenses publiques d'équipement mais à réduire l'endettement de l'Etat envers le système bancaire. Les représentants de la Guinée ont indiqué que pour financer ces dépenses, dont la progression par rapport au niveau de 1973/74 a été évaluée à 60 pour 100, il avait été surtout fait appel aux excédents et aux fonds d'amortissement de certaines entreprises d'Etat et, dans des proportions encore plus importantes, à des emprunts extérieurs. On ne dispose toutefois pas de données sûres en ce qui concerne les sources de financement. Conformément à l'importance maintenant accordée à l'essor de l'agriculture, les dépenses destinées au développement rural ont plus que triplé, représentant près de la moitié des dépenses totales d'équipement.

Malgré cette amélioration enregistrée en ce qui concerne la position financière de l'Etat envers le système bancaire intérieur, les résultats obtenus en matière d'exportation, et l'approvisionnement du pays en produits importés, on ne doit toutefois pas oublier que la dette extérieure représente toujours un problème très grave et que la balance des paiements continue à être soumise à de très fortes pressions. Les renseignements obtenus concernant l'évolution de l'ensemble des échanges avec l'extérieur sont fragmentaires et sujets à caution. D'après les estimations établies par le Fonds, il semblerait qu'entre 1973/74 et 1974/75, le déficit global soit passé de 1 million de DTS à 16 millions de DTS. Le déficit enregistré en 1974/75, cela malgré un accroissement de 4 millions de DTS des réserves de change, a été financé en laissant s'accumuler 10 millions de DTS d'impayés au titre du service de la dette extérieure et par l'utilisation nette de 10 millions de DTS dans le cadre d'accords bilatéraux de paiement.

Les représentants de la Guinée ont déclaré qu'en 1974/75, le montant des importations avait augmenté de 20 pour 100 pour atteindre 154 millions de DTS, cela principalement en raison d'une forte progression des importations de biens de consommation. Malgré cela, après avoir laissé un déficit de 35 millions de DTS en 1973/74, la balance commerciale a dégagé un excédent de 2 millions de DTS en 1974/75, lequel s'explique par le rythme soutenu des exportations de produits miniers. Toutefois, le développement des activités minières a contribué au volume considérablement plus élevé des versements à l'étranger au titre des revenus des investissements et autres services. En outre, avec l'achèvement de la construction du projet de bauxite de Boké, les entrées de capitaux privés ont diminué de moitié. En ce qui concerne les mouvements officiels de capitaux, il est difficile de se faire une idée exacte de la situation; les entrées de capitaux identifiables par poste semblent avoir augmenté sensiblement, mais il y a eu d'importantes sorties au titre des "autres" postes. Les dettes envers les pays membres du COMECON en sont la raison, car on a fait comme si la Guinée avait obtenu un crédit commercial d'un montant égal à l'évaluation provisoire par les services du Fonds des exportations de bauxite vers l'URSS. Cette évaluation ne peut toutefois être qu'une approximation puisque les résultats définitifs dépendront des prix sur lesquels la Guinée se mettra d'accord avec l'URSS.

En ce qui concerne la dette extérieure, les renseignements obtenus indiquent que les décaissements ont augmenté de 6 pour 100 pour atteindre 624 millions de DTS en 1974/75, auxquels s'ajoute un montant supplémentaire de 102 millions de DTS qui n'a pas encore été décaissé. Sur le montant dû à la fin de septembre 1975, les paiements arriérés de principal et d'intérêts étaient évalués respectivement à 40 millions de DTS et à 11 millions de DTS. Ces arriérés concernent uniquement des opérations avec des membres du FMI; plus de la moitié ont trait à des crédits-fournisseurs et le reste à des prêts de gouvernements étrangers. Des difficultés de remboursement sont également intervenues en ce qui concerne les dettes contractées auprès de certains pays membres du COMECON mais ceux-ci ont généralement consenti par le passé à un réaménagement du calendrier d'amortissement de ces dettes. En outre, en considérant le service de la dette envers ces pays, laquelle représente 53 pour 100 de l'endettement total de la Guinée, il faut tenir compte de l'accord intervenu entre la Guinée et l'URSS concernant la vente à ce pays de la bauxite provenant de la mine financée par l'URSS. Cet accord stipule qu'au moins 50 pour 100 de la valeur des exportations servira à rembourser les arriérés guinéens à l'URSS. En ce qui concerne les paiements arriérés de principal et d'intérêts à des membres du Fonds, les représentants de la Guinée ont déclaré que des négociations avaient actuellement lieu pour réaménager le calendrier d'amortissement de ces dettes.

Au cours des années passées, la Guinée a accordé une large place au bilatéralisme dans son système de commerce et de paiements extérieurs. Les représentants de la Guinée ont toutefois indiqué que leur pays s'efforçait actuellement de réduire sensiblement ce recours et qu'au début de 1975, il avait été décidé de mettre fin à tous les accords, à l'exception de ceux avec l'URSS et la République Populaire de Chine. Conformément à cette décision, les accords avec la Roumanie et la Pologne ont déjà pris fin et les autres accords, y compris ceux qui lient la Guinée à quatre membres du Fonds, cesseront à la date indiquée dans leurs protocoles respectifs. En juin 1975, le syli a été rattaché au DTS. Cette décision, en principe, a pratiquement éliminé les pratiques de taux de change multiples résultant de l'application de taux croisés différenciés. Initialement, les ajustements, dans le cas des taux cotés par la Banque centrale, entraînaient certains retards. Toutefois, ces ajustements sont maintenant apportés quotidiennement, sauf en ce qui concerne les transactions effectuées au titre d'accords bilatéraux de paiement pour lesquels le taux est demeuré fixé à 20,46 SG pour 1 dollar E.U. Etant donné que les accords liant la Guinée à des membres du Fonds vont prendre fin sous peu, les taux cotés pour les monnaies s'y rapportant s'aligneront également sur ceux en vigueur sur les marchés internationaux.

2. Perspectives

Les représentants de la Guinée ont reconnu qu'en dépit des progrès accomplis ces dernières années pour rétablir un meilleur équilibre dans l'économie, celle-ci continuait à être soumise à des pressions intenses. Ils ont admis que, jusqu'à maintenant, on ne s'était peut-être pas préoccupé suffisamment de la balance des paiements, et notamment des problèmes

liés au service de la dette. A leur avis, il est possible d'y remédier mais les solutions recherchées devront toutefois tenir compte de la probabilité d'une nouvelle progression importante des recettes d'exportation. La production de bauxite et les exportations en provenance des mines en service devraient s'accroître d'environ un tiers pour atteindre 8,75 millions de tonnes en 1976/77 et lorsque leur capacité sera entièrement utilisée, ces mines auront une production de 11 à 12 millions de tonnes par an. Il devrait y avoir également une nouvelle augmentation des prix de la bauxite en 1975/76, en raison de la méthode stipulée de fixation de son prix. Dans l'ensemble, en 1975/76, la valeur totale des exportations pourrait augmenter d'environ 45 pour 100 par rapport à celle de 1974/75 qui avait atteint 156 millions de DTS. Comme par le passé, l'amortissement et les dépenses d'exploitation des projets miniers absorberont la presque totalité de cette augmentation. Toutefois, les représentants de la Guinée ont indiqué qu'ils s'attendaient que le produit de la taxe spéciale à l'exportation s'accroîtrait de 10 millions de DTS pour passer à 40 millions de DTS et que ce montant pourrait même être encore plus élevé si un accord intervenait avec l'URSS concernant le prix de la bauxite. Ils ont toutefois admis que l'accroissement prévu des recettes en devises était faible compte tenu de leurs obligations au titre du service de la dette qui arrivaient à échéance. En premier lieu, il faudrait tenir compte de la nécessité d'arriver à éliminer rapidement les arriérés. En outre, les paiements d'amortissement et d'intérêts relatifs à d'autres dettes atteindraient au total 80 millions de DTS en 1975/76 pour passer ensuite au chiffre record de 103 millions de DTS en 1976/77, montants correspondant à environ un tiers des recettes projetées au titre des biens et services au cours de ces mêmes périodes. Bien qu'il ne leur apparaisse pas possible que leur pays puisse faire face à toutes ces obligations lorsqu'elles arriveront à échéance, le problème, d'après eux, n'était pas aussi grave qu'il semblait de prime abord. Si les pratiques des années passées n'étaient pas abandonnées, ils pourraient compter sur un nouveau réaménagement du calendrier d'amortissement de leurs dettes envers les pays du COMECON, et ils s'attendaient à la même compréhension de la part de leurs autres créanciers. A cet égard, ils ont fait remarquer que les ressources dont disposait la Guinée lui permettaient non seulement d'offrir dans le pays des avantages plus intéressants pour encourager la production mais également de réduire leur dette extérieure en la ramenant à des proportions plus raisonnables. Pour y arriver, il fallait toutefois que la Guinée réussisse à attirer d'importants investissements étrangers.

Les représentants de la Guinée ont déclaré que leur pays était actuellement en pourparlers avec un groupe de pays arabes en vue de la réalisation d'un projet bauxite/alumine à Ayé Kayé. Lorsque sa capacité de production sera entièrement utilisée, ce projet produira annuellement 5 millions de tonnes de bauxite et 2 millions de tonnes d'alumine. L'évacuation du minerai pourrait se faire en combinant les besoins de transport de ce projet avec la ligne de chemin de fer en cours d'exécution pour un autre projet, ce qui ne nécessiterait que la construction d'une bretelle de raccordement de 60 kilomètres. Des négociations sont également arrivées à un stade avancé en vue de l'exploitation des gisements de bauxite situés à Dabola et à Tougué, ces deux projets devant avoir une capacité de production

respective de 5 millions de tonnes et de 8 millions de tonnes par an. Les pourparlers concernant l'exploitation de l'un des deux principaux gisements connus de minerai de fer sont eux aussi à un stade avancé. Ce gisement est situé non loin de la frontière avec le Libéria, et l'on pense que jusqu'à 15 millions de tonnes de minerai pourraient être transbordés annuellement à travers le territoire libérien en empruntant une ligne de chemin de fer déjà construite. Les représentants de la Guinée ont souligné que ces gisements offraient des perspectives d'exploitation d'autant plus intéressantes qu'il existait déjà, dans certains cas, des lignes de chemin de fer adéquates pour évacuer le minerai. En ce qui concerne les autres gisements, les distances devant être parcourues par les minerais pour arriver à la mer ne sont pas très grandes, sauf en ce qui concerne le deuxième gisement de minerai de fer, dont l'exploitation nécessiterait la construction d'une voie ferrée transguinéenne longue de près de 900 kilomètres. Cette ligne de chemin de fer pourrait toutefois être construite en plusieurs tronçons et utilisée conjointement pour l'évacuation de la bauxite en provenance des gisements de Dabola et de Tougué.

Les représentants de la Guinée ont déclaré que leur pays ne comptait toutefois pas uniquement sur le développement de ses ressources minérales pour arriver à résoudre ses difficultés de balance des paiements. Ils ont fait remarquer que l'importante réforme apportée au secteur agricole devrait permettre d'atteindre un niveau de production vivrière suffisant pour que le pays n'ait plus à importer des quantités de produits alimentaires aussi importantes.

IV. Appréciation générale des services du Fonds

Pendant un certain nombre d'années, les autorités guinéennes ont compté sur la progression de leurs exportations pour atténuer et finalement éliminer les graves difficultés financières dans lesquelles se débattait depuis longtemps leur pays. En 1974 et en 1975, ces espoirs ont commencé à se réaliser. Les exportations ont progressé à un rythme rapide et bien que l'accroissement des recettes d'exportation ait servi en grande partie à financer frais d'amortissement et autres dépenses liées à la réalisation des projets, les réserves de change nettes de la Guinée se sont accrues considérablement. Les pouvoirs publics ont profité de cette situation pour s'attaquer aux points faibles de l'économie par diverses actions simultanées et coordonnées.

D'après les services du Fonds, les principaux problèmes à résoudre sont les suivants : réussir à freiner l'inflation intérieure, trouver les moyens propres à favoriser l'essor du secteur non minier et enfin, atténuer les pressions qui s'exercent sur la balance des paiements, étant donné les contraintes d'un système économique où le libre jeu de l'offre et de la demande n'est pas considéré comme l'un des moyens qui convient pour répartir les ressources. La solution de ces problèmes est encore rendue plus difficile par la proximité de pays dans lesquels le mécanisme de fixation des prix peut s'exercer avec une plus grande liberté.

Les services du Fonds estiment que l'adoption d'un taux de change plus approprié pour le syli faciliterait la solution des nombreux problèmes qui se posent à la Guinée. Tout en admettant l'existence d'une grave pénurie de devises, les autorités guinéennes ont exclu l'éventualité d'une dépréciation de leur monnaie car, d'après elles, celle-ci pourrait susciter de graves difficultés internes. Elles estiment en particulier que les conséquences de cette mesure se feraient lourdement sentir sur la population urbaine. A leur avis, une importante modification de la valeur de change de leur monnaie n'est pas conciliable avec les priorités adoptées par le pays sur le plan social et économique et elles ont choisi par conséquent une méthode progressive pour corriger les déséquilibres. Les politiques adoptées au sujet du budget général et des entreprises d'Etat sont destinées à améliorer leurs résultats et, partant, à réduire leur recours au crédit bancaire intérieur. Parallèlement, les montants additionnels de devises allouées au titre d'importations de biens de consommation s'expliquent en partie par le désir d'opérer un déplacement de la demande du marché parallèle vers le marché officiel, tandis que le blocage du produit en monnaie locale des ventes effectuées sur ce marché doit contribuer à supprimer l'excès de liquidités dans l'économie. L'accent mis jusqu'à présent sur l'importance des investissements publics s'est donc déplacé au profit de la consommation privée. Ce faisant, les pouvoirs publics ont relevé les prix officiels de sorte que ceux-ci reflètent maintenant davantage la valeur de rareté des devises.

Les montants supplémentaires de devises alloués pour des importations de biens de consommation peuvent aussi être considérés comme un élément important de la stratégie adoptée par le gouvernement pour relancer les activités autres que celles du secteur minier. Au cours des années passées, les pénuries de produits importés vendus aux prix officiels ont découragé la production. Dans le cadre de leur nouvelle politique agricole, les autorités guinéennes essaient de faire dépendre l'amélioration des approvisionnements en biens de consommation de la mesure dans laquelle les agriculteurs sont disposés à accroître leur production et à vendre leurs produits par l'intermédiaire des circuits officiels.

Bien que cette stratégie ait donné quelques résultats positifs, elle a également contribué à exacerber les difficultés qui se posaient déjà au pays en matière de dette extérieure. En dépit des devises plus nombreuses provenant des recettes d'exportation, le financement des importations accrues de biens de consommation s'est traduit par de nouvelles dettes, la plupart du temps à court terme. D'autre part, les arriérés de paiement relatifs aux dettes antérieures ont continué à s'accumuler. L'importance accrue accordée à la mécanisation agricole a également entraîné de nouvelles dépenses importantes en devises.

Le Fonds note avec satisfaction la décision prise par la Guinée de réduire sensiblement son recours au bilatéralisme. En outre, les autorités guinéennes ont supprimé les taux croisés différenciés qui constituaient des pratiques de taux de change multiples, sauf dans le cas des transactions effectuées dans le cadre d'accords bilatéraux de paiement.

Dans l'ensemble, la série de mesures adoptées par les autorités guinéennes représentent un sérieux effort pour rétablir un meilleur équilibre dans l'économie. La réussite de ces mesures dépendra à la fois de la ténacité avec laquelle elles seront appliquées et du facteur chance. La disparition progressive des écarts entre le marché officiel et le marché parallèle ne sera possible que dans la mesure où les autorités guinéennes pourront continuer à fournir au pays les produits qui lui sont nécessaires.

L'entière stratégie des autorités guinéennes est fondée sur l'hypothèse selon laquelle la quantité de devises disponibles va continuer à s'accroître rapidement. Etant donné que les mines en service doivent atteindre rapidement leur capacité maximale de production et étant donné également l'extension imminente des activités de production de la mine d'alumine, on peut raisonnablement en conclure que la progression des recettes en devises va se poursuivre au cours des deux prochaines années mais à un rythme plus lent qu'au cours des deux années antérieures. Les pouvoirs publics reconnaissent que ces seules recettes ne seront pas suffisantes sauf s'il se produisait, ce qu'on ne prévoit pas actuellement, une forte remontée des prix de l'aluminium dont dépend le produit de la taxe spéciale à l'exportation. D'après eux, l'exploitation des autres gisements de bauxite et du minerai de fer permettra d'obtenir l'accroissement voulu des recettes. Mais même si ces investissements sont réalisés, des délais considérables s'écouleront vraisemblablement avant que l'Etat n'en retire des bénéfices suffisamment importants. Ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, la Guinée éprouve déjà des difficultés à effectuer les paiements liés au service de certaines de ses dettes actuelles. Les pouvoirs publics reconnaissent que, si les paiements exigibles au titre de ces dettes ne sont pas effectués promptement et pour la totalité des montants dus, il leur sera peut-être nécessaire de s'entendre avec leurs créanciers pour obtenir un allègement de ces paiements dans l'immédiat. Qu'elle réussisse ou non à obtenir cette assistance, la Guinée devra examiner d'avantage à l'avenir, l'échéancier des nouvelles dettes qu'elle contracte et déterminer jusqu'à quel montant il est prudent d'engager les futures recettes pour assurer le service de la dette. Pour ces raisons, il conviendrait que les pouvoirs publics procèdent à une évaluation prudente non seulement des devises dont ils pensent pouvoir disposer à l'avenir mais également de l'ensemble de leur stratégie de redressement économique.

V. Projet de décision

Le projet de décision ci-après est soumis à examen du Conseil d'administration :

1. La présente décision est adoptée par les administrateurs à l'issue des consultations 1975 avec la Guinée au titre de l'article XIV, section 4, des statuts du Fonds.

2. Les recettes d'exportation en provenance du secteur minier ont progressé considérablement en 1974 et en 1975, ce qui a permis aux pouvoirs publics de remédier dans une certaine mesure aux pénuries de produits importés qui continuent à freiner la croissance du secteur non minier.

3. Les prix des produits importés ou de provenance locale ont été relevés. Cette mesure ainsi que l'amélioration des approvisionnements semblent avoir réduit les importants écarts qui existaient pour certains produits entre les prix du marché officiel et ceux du marché parallèle.

4. L'un des principaux objectifs des pouvoirs publics a été de réduire le recours au système bancaire pour financer les opérations budgétaires et les entreprises d'Etat. A la suite de ces efforts et de la rapide progression des recettes fiscales en provenance du commerce extérieur, le budget ordinaire a dégagé un excédent en 1974/75. Quant aux dépenses d'équipement, celles-ci sont principalement financées par des emprunts extérieurs, dont le service n'a pas pu être assuré intégralement, et la balance des paiements demeure soumise à de fortes pressions. Etant donné ces circonstances, et malgré la progression des recettes en devises, il y a lieu d'accorder une attention croissante à la politique appliquée par le gouvernement en matière d'emprunts extérieurs ainsi qu'à

ses autres politiques destinées à atténuer les difficultés de balance des paiements du pays, y compris celles visant à réduire le montant des arriérés au titre des paiements courants internationaux.

5. Le Fonds note avec satisfaction que la Guinée a pratiquement éliminé ses pratiques de taux de change multiples et qu'elle a réduit son recours aux accords bilatéraux de paiement.

Relations du Fonds avec la Guinée

La Guinée est devenue membre du Fonds le 28 septembre 1963. Sa quote-part s'établit actuellement à 24 millions de DTS dont 5,1 millions ont été versés en or.

La Guinée n'a pas encore convenu avec le Fonds d'une parité pour sa monnaie, le syli. Toutefois, le 8 juillet 1966, un taux de change provisoire a été établi d'un commun accord avec le Fonds pour la monnaie ayant alors cours légal en Guinée, le franc guinéen; ce taux était de 247 FG pour 1 dollar E.U. Depuis cette date, la Guinée a maintenu inchangée la parité-or de sa monnaie, ce qui a entraîné une appréciation de cette monnaie par rapport au dollar E.U. Le 2 octobre 1972, le franc guinéen a été remplacé par le syli au taux de 1 SG pour 10 FG. Ce changement n'a entraîné ni appréciation ni dépréciation de la monnaie guinéenne. Le 8 août 1975, la Guinée a informé le Fonds qu'elle avait rattaché sa monnaie au DTS au taux de 1 DTS pour 24,7 SG. Les taux des monnaies spécifiques dans lesquelles opère la Banque centrale sont établis sur la base du taux de ces monnaies par rapport au DTS.

La Guinée participe au Compte de tirage spécial et les allocations qu'elle a reçues représentent au total 8,3 millions de DTS. Au 31 août 1975, ses avoirs en DTS s'élevaient à 3,21 millions de DTS, soit 38,9 pour 100 de son allocation cumulative nette.

La Guinée a fréquemment utilisé les ressources du Fonds. Actuellement, les avoirs du Fonds en monnaie guinéenne atteignent 129,62 pour 100 de sa quote-part. Dans ce montant figurent 6 millions de DTS (25 pour 100 de la quote-part) concernant un achat effectué au titre du mécanisme de financement compensatoire et 3,51 millions de DTS (14,6 pour 100 de la quote-part) représentant un tirage sur le mécanisme pétrolier 1974.

Bien que la Guinée ait obtenu par le passé une assistance technique du Fonds, aucun expert du Fonds ne s'y trouve actuellement en détachement.

Les précédentes consultations au titre de l'article XIV avec les autorités guinéennes ont eu lieu à Conakry du 6 au 19 février 1974. Le rapport des services du Fonds (SM/74/167) a été examiné le 21 octobre 1974 par le Conseil d'administration (EBM/74/131) qui a adopté la décision suivante :

1. La présente décision est prise par les administrateurs à l'issue des consultations 1974 avec la Guinée au titre de l'article XIV, section 4, des statuts du Fonds.

2. Après une longue période de croissance économique très lente, l'économie guinéenne connaît actuellement un rythme de croissance plus rapide, par suite essentiellement de la mise en exploitation des gisements de bauxite, matière première dont la Guinée possède d'importantes réserves. La production agricole, handicapée par divers facteurs, notamment l'absence

de stimulants adéquats, paraît avoir stagné. Les pénuries de matières premières et de pièces de rechange contribuent à la sous-utilisation des capacités de production dans les industries manufacturières.

3. Ces dernières années, le gouvernement a pris des mesures qui ont permis de financer les opérations du budget de fonctionnement sans recourir au système bancaire. Dans le même temps, les dépenses d'investissement ont été financées dans une large mesure par l'emprunt extérieur, et le coût annuel du service de la dette a augmenté pour atteindre l'équivalent, en valeur, d'une année ou presque d'exportations de marchandises. Néanmoins, l'économie pourrait tirer profit de la politique de fixation des prix, si les ajustements appropriés y étaient apportés.

4. En octobre 1972, les autorités ont entrepris une réforme monétaire qui a contribué à réduire sensiblement le volume de la circulation monétaire. Le crédit intérieur a augmenté, toutefois, car on a continué à utiliser les crédits bancaires pour financer les entreprises d'Etat. L'évolution du crédit doit faire l'objet d'une surveillance permanente afin de réduire les pressions sur la balance des paiements et sur les prix intérieurs.

5. En dépit des politiques monétaire et budgétaire mises en oeuvre pour réduire la demande, et de l'application de mesures de contrôle très strictes en matière de commerce et de paiements extérieurs, la balance des paiements demeure soumise à de fortes pressions. Les réserves de change s'établissent à un niveau très bas et les arriérés au titre des paiements courants continuent de s'accumuler; il y a lieu, pour la Guinée, de prendre des mesures supplémentaires tendant à renforcer la position de la balance des paiements et à éliminer les pratiques de change discriminatoires. Le Fonds prend acte de l'intention exprimée par les autorités guinéennes de rechercher des modalités d'application plus souples en ce qui concerne les accords de paiement bilatéraux.

Guinée - Données de base

Superficie et population

Superficie	246.030 km ²
Population (milieu de 1973)	3.340.000 habitants
Taux annuel d'accroissement démographique	2,8 pour 100

Produit intérieur brut et dépenses¹

	1972		1973	
	Valeur en millions de sylvie	Ventilation en pourcentage	Valeur en millions de sylvie	Ventilation en pourcentage
PIB aux prix courants du marché	10.631	100,0	14.830	100,0
Agriculture	4.604	43,2	5.000	33,7
Industries extractives	600	5,6	2.460	16,6
Industries manufacturières	500	4,6	350	3,7
Construction	648	6,1	550	3,7
Commerce	800	7,5	1.103	7,4
Administration publique	1.541	14,1	2.353	15,9
Divers	2.758	18,5	3.231	19,0
Importations nettes de biens et de services non facteurs	1.950		245	
Dépenses intérieures brutes	12.601	100,0	15.074	100,0
Consommation	8.682	68,9	13.440	89,2
Investissement	3.919	31,1	1.634	10,8

Finances publiques

	1973/74	1974/75	1975/76
	Réalisation	Estimations révisées	Prévisions des services du Fonds
(Millions de sylvie)			
Recettes ordinaires	2.773	3.664	4.736
Dépenses de fonctionnement	2.766	3.121	3.519
Excédent	6	543	1.217
Dépenses d'équipement	702	1.112	--
Déficit global (-)	-696	-569	--

Monnaie et crédit (fin mars)

	1973	1974	1975
Avoirs extérieurs (nets)	-532	-649	143
Crédit intérieur	9.762	10.727	9.883
Créances sur l'Etat (nettes)	1.879	1.753	1.423
Créances sur les entreprises d'Etat	7.395	8.466	8.204
Créances sur le secteur privé	452	508	256
Monnaie	6.872	8.204	7.855
Quasi-monnaie	103	119	114
Paiements préférentiels à l'importation	900	1.069	985
Fonds de contrepartie	378	225	242
Autres postes (nets)	977	461	830

Balance des paiements

	1973/74	1974/75	1975/76
		Chiffres provisoires	Prévisions des services du Fonds
(Millions de DTS)			
Balance commerciale	-35,3	2,3	54,5
Exportations f.o.b.	93,6	156,5	225,4
Importations c.a.f.	-128,9	-154,2	-170,9
Services et transferts sans contrepartie (nets)	-26,9	-46,1	-68,1
Capitaux non monétaires	54,1	29,1	13,6
Erreurs et omissions	6,6	-0,9	--
Balance globale	-1,3	-15,6	--

¹Estimations de la BIRD pour 1972. Pour 1975, estimations des services du Fonds à partir des données de 1972.